



PAR COURRIEL

Québec, le 15 janvier 2026



N/Réf. : 91747


Objet : Votre demande d'accès aux documents



Nous donnons suite à votre demande d'accès du 5 décembre dernier par laquelle vous souhaitez obtenir les données présentant la hausse d'absentéisme depuis le début du télétravail.

Après vérification, vous trouverez ci-joint le document détenu par le Secrétariat du Conseil du trésor en lien avec votre demande et concernant l'augmentation du taux d'absentéisme liés à l'assurance traitement et aux lésions professionnelles.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

Original signé

Mélanie Drainville
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j.

Extrait du tableau de bord 2025-2026 (1^{er} trimestre) :

Assurance traitement (AT) et lésions professionnelles (LP)									
Données	Année** 2018-2019	Année** 2019-2020	Année** 2020-2021	Année** 2021-2022	Année 2022-2023	Année 2023-2024	Année 2024-2025	Trimestre 1 2025-2026	Écart 2024-2025 /2025-2026
Taux absentéisme AT	5,78 %	5,79 %	4,67 %	5,33 %	5,40 %	5,38 %	5,85 %	6,07 %	0,22 %
Nb personnes absentes par jour AT et LP	3 112	3 524	2 861	3 311	3 558	3 793	4 308	4 410	102
Coût AT en millions	146,00 \$	167,35 \$	131,02 \$	159,55 \$	173,03 \$	185,71 \$	225,63 \$	238,84 \$*	13,21 \$
Nb jours moyens absence/personne AT et LP	15,76	15,80	12,97	14,65	14,72	14,67	16,04	16,56*	0,52

*Projeté annuellement

**Années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, données tirées du tableau de bord trimestriel 2021-2022

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).